



Bordeaux, le 14 avril 2021

**UNION DÉPARTEMENTALE
DES SYNDICATS
cgt-FORCE OUVRIÈRE
DE LA GIRONDE**

Pour nos droits et revendications !

Défense des libertés syndicales !

Défense des libertés individuelles et collectives !

Le président Macron nous reconfiner tout ce mois d'avril *a minima*, avec comme conséquence la fermeture des établissements scolaires, toujours plus de jeunes en détresse, des adultes qui télétravaillent tout en gardant leurs enfants. Ce sont encore plus de salariés qui sont plongés en activité partielle.

La fermeture des cinémas, musées, théâtres, salles de spectacles, des cafés et restaurants et des commerces jugés non essentiels est prolongée et renforcée, mettant en cause l'emploi, les revenus et les libertés quotidiennes de la population. Les limitations de déplacement et de regroupement sont mises en place avec des verbalisations à la clé.

Le gouvernement rend la population et chacun individuellement responsable de l'épidémie. Il nous en fait payer le prix, alors qu'il est responsable de la crise hospitalière.

En effet les gouvernements successifs ont supprimé 100 000 lits d'hôpitaux depuis 20 ans, dont 7 500 par ce gouvernement en 2018-2019. Le taux d'équipement en lits de réanimation est passé de 44 pour 100 000 habitants (de plus de 65 ans) en 2013 à 37 en 2019. Le nombre de lits a stagné voire diminué pour certains hôpitaux en Gironde, mais la population a augmenté de plus de 150 000 habitants !

Vous avez dit crise « sanitaire » ? Ce sont la rentabilité et leur plan d'austérité qui les guident.

L'offre de transports en commun, empruntés quotidiennement par les salariés, est diminuée. La baisse de la fréquence des bus et du tram de la métropole bordelaise engendrera une plus grande concentration des usagers... et met 130 employés de Keolis au chômage partiel !

Dans le cadre de sa politique gouvernementale d'austérité et de réduction des dépenses publiques, 72 fermetures définitives de classes maternelles et élémentaires sont décidées rien qu'en Gironde, dont 12 en milieu rural. Les effectifs sont accrus dans les classes.

17/19 quai de la Monnaie
33080 BORDEAUX CEDEX

Tél. 05 57 95 07 50

udfo33@force-ouvriere.fr

<http://33.force-ouvriere.org/>

Dans le même temps, des centaines de milliards d'euros sont déversés aux patrons des grandes entreprises qui s'en servent pour dégraisser. Les ordonnances gouvernementales autorisent les décisions unilatérales des employeurs en matière de RTT, de congés, de durée du travail, de travail dominical, de réduction de salaires...

Le chômage s'envole. Et le gouvernement prétend économiser 1,3 milliards d'euros sur le dos des chômeurs, leur faire payer sa « crise sanitaire » en imposant sa contre-réforme de l'assurance chômage.

L'UD FO 33 soutient les mobilisations, les rassemblements et grèves en cours, dans le privé comme dans le public.

- Avec les professionnels et les étudiants des écoles d'Art par les occupations pour obtenir la réouverture immédiate des salles de spectacles et de culture. Pour la réouverture immédiate des universités, contre la précarité !
- Arrêt des fermetures de lits, ouverture de services et recrutement des personnels nécessaires ! Possibilité pour tous ceux qui le souhaitent de se faire vacciner !
- Arrêt des fermetures de classes, création de postes d'enseignants. Stop aux réorganisations avec suppressions d'emplois à La Poste, à EDF et dans tous les services publics !
- Retrait pur et simple des contre-réformes des retraites et de l'assurance chômage ! Contre les licenciements, pour le maintien de tous les emplois, pour l'augmentation générale des salaires, des pensions et des minimas sociaux !

Avec la Commission exécutive de la Confédération FO, nous dénonçons la multiplication des pressions et entraves aux droits syndicaux qui se produisent tant dans le secteur privé que dans la Fonction publique. Nous condamnons la prolongation sans fin de l'état d'urgence qui se décline en de multiples remises en cause des libertés individuelles et collectives, dont les libertés syndicales qui doivent toutes être rétablies sans restriction. FO appelle au retrait du projet de loi sécurité globale et les décrets sécurité intérieure qui mettent en cause nos libertés. FO dénonce les velléités de dissolution du syndicat UNEF. Elle exige le retrait de la loi « séparatisme », attentatoire à la liberté d'association.

L'UD FO 33 prend contact avec les autres organisations sur le département pour établir le rapport de force sur ces revendications et descendre dans la rue le 1^{er} mai.